



Mesures *Buy American* Une menace réelle pour votre entreprise?

Jean Michel Laurin
Vice-président, Affaires mondiales
Manufacturiers et exportateurs du Canada

Laval, QC
13 août 2009



American Recovery & Reinvestment Act

- Plan de relance économique américain; adopté en février
- Valeur de 787 milliards \$US; 90 milliards \$US en infrastructures
- Fonds dispensés rapidement, les contrats doivent être conclus avant février 2010
- Article 1605 impose des restrictions *Buy American* pour les projets de construction, modification, entretien et réfection de travaux publics ou d'édifices publics
- Cette disposition exige que l'ensemble du fer, de l'acier et des produits fabriqués utilisés soient produits aux É-U



Dérogations

- Il existe trois types de dérogations aux dispositions *Buy American*:
 - Intérêt public
 - Les produits ne sont pas disponibles en quantité suffisante ou ne sont pas de qualité suffisante
 - Augmentation des coûts du projet de plus de 25 %
- Si la direction d'un département ou d'une agence fédérale détermine qu'il est nécessaire de déroger à l'application de *Buy American*, une justification détaillée doit être publiée dans le *Federal Register*



Respect des accords internationaux

- L'application de la section 1605 du ARRA doit se faire conformément aux accords internationaux desquels les États-Unis sont signataires
 - Accord sur les marchés publics de l'OMC
 - ALENA
 - S'applique à la plupart des achats fédéraux; voir liste d'agences et départements couverts
 - Ne s'applique pas lorsque les fonds sont transférés à des états et municipalités
- Pour davantage d'information: www.recovery.gov.



Clarifications

- Nous avons obtenu des clarifications à l'*Interim Final Guidance* du *Office of Budget Management*
- "Made in America" évalué en fonction du test de la transformation substantielle – voir décisions du *Government Accountability Office*
- Le produit doit être nouveau, différent et distinct des matériaux à partir desquels il a été transformé
- Le fait d'assembler aux États-Unis n'est pas nécessairement suffisant



Clarifications (suite)

- Ne traite pas d'articles comme les outils ou le matériel utilisés dans la construction ou dans des travaux publics mais qui ne sont pas intégrés à la structure
- L'*Interim Guidance* ne stipule pas d'exigence quant à l'origine des composantes ou sous-composantes de produits manufacturés

Enjeux

- Des dispositions semblables font surface dans d'autres projets de loi tel que le *Water Quality Investment Act* qui prévoit financer pour 13 milliards \$US de projets sur 5 ans ou encore le *Green Schools Act*
- L'ALENA ne couvre pas les transferts aux états et municipalités
- *Buy America* existe depuis longtemps dans des secteurs précis; toutefois on élargit ici les restrictions imposées
- Menace de lancer une escalade de mesures protectionnistes et d'accentuer la récession

Enjeux (suite)

- Crée un terrain de jeu inégal – des entreprises canadiennes n'ont pas accès au marché américain alors que les firmes américaines ont accès au marché canadien
- Le Canada est moins bien protégé au niveau sous-national que nos partenaires commerciaux
- Envoie un message en faveur de *Buy American* – l'application se fait souvent sans discernement



Répercussions

- Économies intégrées, en particulier dans le secteur industriel
- Demande de signer des affidavits; impossible de soumissionner
- Clients veulent limiter le nombre de produits en inventaire
- Perte de production au Canada



Exemple concret

- Secteur du traitement de l'eau et des eaux usées
 - Bon exemple d'intégration; lourdement affecté
 - Besoins de 500 milliards \$ sur 5 ans
 - Dépenses municipales
 - Balance commerciale positive pour les É-U
 - Le Canada est un chef de file
- Résultat pour les États-Unis
 - Coûts et délais plus élevés
 - Pertes d'emplois; possibles mesures de rétorsion



Pressions croissantes au Canada

- Conférence de presse de MEC
- Résolution de Halton Hills
- Résolution de la Fédération canadienne des municipalités
- Résolutions de plus de 12 villes incluant Québec et Thetford Mines
- Interventions en Chambre



Efforts des MEC

- Soulevé l'enjeu avec le Premier ministre Harper dès janvier
- Travaille de concert avec l'Ambassade du Canada à Washington pour obtenir des clarifications
- Conférence de presse – mis l'enjeu à l'agenda politique
- Lettre aux Premiers ministres des provinces pour ouvrir les marchés publics sous-fédéraux
- Lettre au Premier ministre Harper pour faire pression sur le Président Obama
- Annonce du Conseil de la fédération



Efforts des MEC

- Renseigner les responsables
- Identifier les entreprises affectées
- Identifier et mobiliser les partenaires au Canada et aux États-Unis
- Mise sur pied d'un groupe d'action
- Coordonner les activités de communication
- Liaison avec les gouvernements



Stratégie des MEC

- Décret exécutif du Président Obama pour exclure l'application des dispositions Buy America des transferts aux états et municipalités
- Nouvel accord sur les marchés publics incluant les provinces et états américains
- Créer et soutenir la pression contre *Buy America* aux États-Unis



Pressions croissantes aux États-Unis

- Éditorial du New York Times
- La Chambre de commerce des États-Unis et d'autres associations font pression contre *Buy America*
- Pressions diplomatiques et politiques
- Conférence de presse USCOC/CME
- Encourager les fournisseurs américains à faire du lobbying auprès du Congrès et de la Maison Blanche



Mesures *Buy American* Une menace réelle pour votre entreprise?

Jean Michel Laurin
Vice-président, Affaires mondiales
Manufacturiers et exportateurs du Canada

Laval, QC
12 août 2009